

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
19, place de l'Ancien Foirail  
32000 Auch

Auch, le 09/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Commune de l'Isle-Jourdain**

Le Bol  
32600 L'Isle-Jourdain

Références : 2025-0265-DP  
Code AIOT : 0006808081

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement Commune de l'Isle-Jourdain implanté Le Bol 32600 L'Isle-Jourdain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne décharge communale de L'Isle-Jourdain. L'objectif étant de constater par procès-verbal de récolement la réalisation des travaux.

Le 8 août 2025, la Mairie de L'Isle-Jourdain a informé le préfet de la fin des travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge de L'Isle-Jourdain par la transmission d'une ATTES-TRAVAUX, conformément à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, accompagnée du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) attestant des travaux réalisés.

Pour compléter la visite du site, l'Inspection a procédé à un travail d'analyse documentaire des documents précités.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Commune de l'Isle-Jourdain
- Le Bol 32600 L'Isle-Jourdain
- Code AIOT : 0006808081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La commune de l'Isle-Jourdain a été autorisée par arrêté préfectoral du 9 janvier 1981 à exploiter, sur le territoire de la commune de l'Isle-Jourdain, un stockage d'ordures ménagères en décharge sur la parcelle n° 56, section BK du cadastre, au lieu-dit "Le Hol".

À ce jour, les parcelles concernées par la décharge sont les suivantes :

- N° 234, section BZ du cadastre de l'Isle-Jourdain ;
- N° 111, 145, 147, 148, 177, et 179, section CD du cadastre de l'Isle-Jourdain.

La Mairie de l'Isle-Jourdain est propriétaire de l'ensemble des parcelles d'emprise de la décharge municipale.

La décharge a été fermée en 2007.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux de réhabilitation	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3	Sans objet
2	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.1.1	Sans objet
3	Stabilisation des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.2.2	Sans objet
4	Couverture finale des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.2.3	Sans objet
5	Végétalisation du site	Arrêté Préfectoral du 23/05/2025, article 2.2.4	Sans objet
6	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/05/2025, article 2.4.2	Sans objet
7	Gestion des lixiviats et des eaux pluviales en contact avec les déchets	Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection et l'analyse des documents transmis par l'exploitant ne mettent en évidence aucune non-conformité.

Les travaux de réhabilitation ont été effectués et constatés lors de la présente visite d'inspection.

L'état du site après réhabilitation est compatible avec l'usage futur envisagé de type "autre usage" - parc photovoltaïque.

L'Inspection propose au Préfet du Gers d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire la surveillance post-exploitation de l'ancienne décharge. En effet, la surveillance des eaux souterraines et des lixiviats doit être poursuivie pour une durée minimale de 20 ans, à compter de la fin des travaux, soit à compter du 27 janvier 2025 et un suivi topographie doit être mis en place.

La mise à l'arrêt définitif de l'ancienne décharge communale répond aux dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement (version postérieure au 1er juin 2022).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Travaux de réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire. L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement. [...] IV.- Le préfet arrête, s'il y a lieu, les mesures de surveillance des milieux nécessaires ainsi que les modalités de conservation de la mémoire et les restrictions d'usages.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de la cessation d'activité et de la réhabilitation de l'ancienne décharge communale de l'Isle-Jourdain, la Mairie de l'Isle-Jourdain a transmis à la DREAL différentes études : <ul style="list-style-type: none"><li>• Diagnostic environnemental du milieu souterrain du 9 novembre 2021 ;</li><li>• Programme et plans de réhabilitation du site de novembre 2021 ;</li></ul>

- Études complémentaires en vue des travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge municipale du 23 août 2022.

Un dossier de notification de cessation d'activité a été transmis au préfet du Gers le 8 décembre 2022. Ce dossier comprend notamment la notification de cessation d'activité de la décharge, les mesures de mise en sécurité ainsi que le mémoire de réhabilitation du site. Pour chacune de ces actions, la réglementation prévoit la transmission d'attestations devenues obligatoires au 1er juin 2022 (article L. 512-6-1 du code de l'environnement) : "ATTES-SECUR" ; "ATTES-MEMOIRE" et "ATTES-TRAVAUX".

Ces attestations n'ayant pas été fournies dans le dossier initial, elles ont fait l'objet d'une demande de compléments transmise à l'exploitant le 12 janvier 2023. En réponse, la Mairie de l'Isle-Jourdain a déposé, le 9 mars 2023, au bureau du droit de l'environnement de la Préfecture du Gers, les attestations suivantes : "ATTES-SECUR" et "ATTES-MEMOIRE".

Le 17 avril 2023, l'Inspection des installations classées a émis un avis favorable au dossier de notification de cessation d'activité relatif aux travaux de réhabilitation projetés, à savoir le confinement des déchets sur site. L'Inspection a jugé nécessaire d'encadrer les travaux par arrêté préfectoral. Ainsi l'arrêté préfectoral, du 23 mai 2023, encadre les travaux de réhabilitation.

Le 8 août 2025, la commune de L'Isle-Jourdain a informé le préfet de la fin des travaux de réhabilitation de l'ancienne décharge de L'Isle-Jourdain par la transmission de l'ATTES-TRAVAUX accompagnée du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) attestant des travaux réalisés.

Ce dossier de conformité porte sur la réhabilitation de l'ancienne décharge, la gestion des eaux de ruissellement externes et internes et la gestion des lixiviats.

Pour compléter la visite du site, l'Inspection a procédé à un travail d'analyse documentaire des documents précités.

Les travaux ont été réalisés par les entreprises GUINTOLI, CAZAL et SAS CARRERE du 31 juillet 2024 au 27 janvier 2025 :

- travaux de purge pour atteindre les cotes altimétriques du projet (les déchets excédentaires ont été enfouis au droit des zones nécessitant un apport pour atteindre la cote altimétrique du projet) ;
- réhabilitation d'une surface de 36 700 m<sup>2</sup> correspondant à l'emprise de l'ancienne décharge : le DOE comporte la caractérisation et les rapports d'essai des matériaux utilisés (matériaux argileux, limoneux, sableux issus de la zone d'emprunt située au Sud du site). Le plan de récolement permet d'attester de l'épaisseur de matériaux mise en place (épaisseur minimale de 1 mètre) ;
- mise en place des dispositifs de gestion des lixiviats (tranchée et cuve enterrée).

Les procédures d'exécution sont jointes au DOE pour les opérations suivantes : pose de la clôture, ensemencement hydraulique, abattage/désouchage, reprofilage de la couverture existante et réalisation de planche d'essais.

Les rapports d'analyse des lixiviats et des eaux souterraines sont également joints au dossier :

- lixiviats : la majorité des résultats est inférieure aux valeurs limites de rejet issues de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et du guide ADEME sur la remise en état des décharges. Seuls les paramètres Azote Kjeldahl et Azote global sont supérieures aux valeurs précitées (Azote Kjeldahl : 68 mg/L - VLE : 50 mg/L, Azote global : 78.6 mg/L - VLE : 30 mg/L) ;
- eaux souterraines : les derniers résultats d'analyse sont en date du 21 juin 2022. En effet, les trois piézomètres (PZ1 amont, PZ2 aval, PZ3 aval) présents sur le site ont subi un arrachage, non prévu et non souhaité, durant la phase de travaux. De ce fait, aucun prélèvement n'a pu être réalisé à l'issue des travaux. Compte tenu de la surveillance post-exploitation à mettre en place, trois nouveaux piézomètres sont à installer (1 en amont et 2 en aval). Les analyses réalisées en 2022 font apparaître un dépassement des paramètres

suivants aux valeurs limites du guide d'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines de juillet 2019, au titre de la directive cadre sur l'eau:

- l'azote kjedahl (PZ3), l'azote global (PZ3), les MES (PZ2 et PZ3), l'arsenic (PZ3) ;
- les hydrocarbures C10-C40 (PZ3), le COT (PZ2 et PZ3). Cependant, la distribution des fractions d'hydrocarbures diffère de celle des lixiviats. Il n'est donc pas possible d'affirmer que cet impact provient de l'ancienne décharge ;
- les métaux (PZ3).

Suite aux travaux, le bureau d'études en charge de la rédaction de l'ATTES-TRAVAUX a constaté la présence de deux suintement de lixiviat (au droit de l'ancienne décharge sur une portion d'environ 1 à 2 mètres dans un fossé de collecte et au droit du fossé communal sur une zone de faible ampleur (quelques tâches)). L'étendue de ces suintements était relativement limitée. Lors de la visite du site aucun suintement n'a été constaté malgré les épisodes pluvieux récents.

Les travaux réalisés sont conformes aux dispositions mentionnées dans l'ATTES-MEMOIRE et dans l'arrêté préfectoral du 23 mai 2025 complété par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024.

Au terme de cette visite, l'Inspection des installations classées atteste de la qualité du dossier établi par l'organisme tiers et, sur la base des vérifications précitées, conclut positivement quant aux travaux de réhabilitation réalisés.

L'attestation ATTES-TRAVAUX délivrée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP est composée des éléments décrits à l'article 95 de l'arrêté ministériel du 9 février 2022 et atteste que les mesures proposées pour la réhabilitation du site sont en adéquation avec les enjeux identifiés. Il convient, à ce stade, d'encadrer la surveillance post-exploitation de l'ancienne décharge, notamment la surveillance des eaux souterraines et des lixiviats et le suivi topographique du massif.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Accès au site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès au site

### **Prescription contrôlée :**

Afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée, l'installation de stockage de déchets dispose sur toute sa périphérie d'une clôture suffisamment résistante de deux mètres de hauteur minimum.

[...]

L'accès à l'installation de stockage de déchets est assuré par un portail doubles vantaux de 4 mètres de largeur fermant à clef.

### **Constats :**

Lors de la visite du site, la présence d'une clôture sur toute la périphérie de l'installation de stockage de déchets et d'un portail fermant à clef a été constatée. Un portillon fermant à clef est également présent au Sud du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Stabilisation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stabilisation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tronçons les plus sensibles du talus descendant vers le Nord (chemin de Saint Lys) et du talus descendant vers l'Ouest (chemin d'accès) seront confortés par la mise en place d'un mur d'enrochement dont les dimensions seront ajustées en fonction de la géométrie des talus pour atteindre une stabilité à long terme. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, la présence d'enrochement a été constatée au niveau du talus descendant vers le Nord et du talus descendant vers l'Ouest.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Couverture finale des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2023, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couverture finale des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble de la décharge est recouvert d'une couche de 1 mètre d'épaisseur de matériaux naturels ayant un coefficient de perméabilité inférieur à $1.10^{-5}$ m/s. [...] A l'issue des travaux de couverture des casiers, la cote maximale atteint 198 m NGF sur la partie Sud de la décharge réhabilitée (zone 4). [...]
<b>Constats :</b>  16 essais de perméabilité au double anneau ont été réalisés sur la couverture finale à l'issue des travaux, par l'entreprise ayant réalisé les travaux. Les essais concluent à des valeurs comprises entre $1,09.10^{-7}$ m/s et $9,77.10^{-8}$ m/s. Ces essais ont été complétés par un contrôle externe composé de 9 essais de perméabilité au double anneau, répartis sur l'ensemble de la couverture. Ces essais concluent à des valeurs comprises entre $2,6.10^{-8}$ m/s et $8,1.10^{-9}$ m/s. Dans le cadre de cette mission, des sondages à la tarière manuelle ont également été réalisés afin de vérifier l'épaisseur de la couverture. Les 18 sondages réalisés concluent à une épaisseur supérieure à 1 mètre. Le plan de récolement, du 6 mars 2025, figurant dans le Dossier des Ouvrages Exécutés fait apparaître une altitude maximale de 194,15 m NGF en partie Sud-Est
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Végétalisation du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2025, article 2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Végétalisation du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une végétalisation de la couverture finale et de la zone d'emprunt des matériaux est mise en place dès l'achèvement des travaux de couverture de l'ensemble de la décharge. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, la végétalisation de la couverture finale et de la zone d'emprunt des matériaux a été constatée. Les fiches techniques des produits utilisés pour ensemencement sont jointes au Dossier des Ouvrages Exécutés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2025, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales externes au site sont collectées par un fossé situé le long de la partie Sud de la zone 4. Ces eaux sont canalisées, puis rejetées dans le milieu naturel. Les eaux pluviales internes au site, qui ne sont pas en contact avec les déchets, sont collectées par des descentes d'eau reliées à des fossés puis dirigées vers deux points de rejet situés au niveau du fossé existant, chemin de Saint-Lys, à l'angle Nord-Ouest et à l'angle Nord-Est. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, la présence des fossés de collecte internes et externes a été constatée. Le plan de récolement, figurant dans le Dossier des Ouvrages Exécutés fait apparaître la localisation des fossés de collecte internes et externes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Gestion des lixiviats et des eaux pluviales en contact avec les déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lixiviats et des eaux pluviales en contact avec les déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une tranchée drainante de 1,5 mètres de profondeur est présente en pied de talus Nord, au contact du fossé bordant le chemin de Saint-Lys, pour collecter les suintements de lixiviats générés par l'infiltration des eaux pluviales au droit de la couverture.

Une cuve de stockage enterrée de capacité minimale de 10 m<sup>3</sup> est présente entre le chemin de Saint-Lys et la RN124, sur la parcelle non numérotée de la section CD du plan cadastral de la commune de L'Isle-Jourdain, pour collecter les suintements de lixiviats.  
[...]

**Constats :**

Le plan de récolement, du 7 février 2025, figurant dans le Dossier des Ouvrages Exécutés fait apparaître le réseau de collecte des lixiviats. Le plan fait notamment apparaitre une profondeur de tranchée comprise entre 0,80 et 1,76 m.

Lors de la visite du site, la présence d'un regard de visite et du raccordement à la cuve de stockage enterrée a été constatée.

La fiche technique de la cuve d'une capacité de 10 m<sup>3</sup> a été jointe au dossier. Cette cuve est équipée :

- d'automatisme pour contrôler le niveau d'effluents stockés et la conductivité des effluents ;
- d'un système de surverse.

**Type de suites proposées :** Sans suite